

- b) adresse;
- c) numéro de l'autorisation écologique;
- d) la date du début de l'autorisation écologique;
- e) la durée de validité l'autorisation écologique;

3° Les données de l'agrément du centre agréé d'un véhicule mis au rebut en vue de la dépollution, le démantèlement et la démolition de véhicules mis au rebut :

- a) le nom de l'autorité;
- b) adresse;
- c) le numéro de l'agrément comme centre de dépollution, de démantèlement et de démolition de véhicules mis au rebut;
- d) la date de début de l'agrément comme centre de dépollution, de démantèlement et de démolition de véhicules mis au rebut;
- e) la durée de validité de l'agrément comme centre de dépollution, de démantèlement et de démolition de véhicules mis au rebut;

4° les données du véhicule :

- a) marque;
- b) type;
- c) catégorie : M1 ou N1;
- d) numéro du châssis;
- e) code du pays si connu;
- f) plaque d'immatriculation, si connue;

5° Les données du dernier titulaire et/ou propriétaire qui a délivré le véhicule mis au rebut au centre agréé de dépollution, de démantèlement et de démolition de véhicules mis au rebut :

- a) prénom et nom;
- b) adresse;
- c) nationalité;
- d) signature.

6° La date de délivrance du certificat de démolition.

7° Une déclaration du chef d'entreprise que le centre agréé cité de dépollution, de démantèlement et de démolition de véhicules mis au rebut a traité et démolit le véhicule en question suivant les règles environnementales légales en vigueur et que l'immatriculation du véhicule, si cette dernière accompagnait le véhicule, a été détruite, avec la signature du chef d'entreprise responsable.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement flamand du 4 mai 2012 modifiant les articles 4.3.2, 4.5.3, 6.1.1.4, 6.1.3.1, 12.3 et l'annexe 5.2.4 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 février 2012 fixant le Règlement flamand pour la gestion durable des cycles de matériaux et déchets.

Bruxelles, le 4 mai 2012.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERS

La Ministre flamande de l'Environnement, de la Nature et de la Culture,
J. SCHAUVLIEGE

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 1481

[2012/202797]

3 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon portant exécution du décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 14 novembre 2011;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 24 novembre 2011;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi, donné le 24 janvier 2012;

Considérant l'avis du Conseil économique et social de la Région wallonne n° A.1060, donné le 26 janvier 2012;

Vu l'avis n° 51.065/2 du Conseil d'Etat, donné le 4 avril 2012 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Généralités

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° le « décret » : le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;

2° le « Ministre » : le Ministre ayant l'Emploi dans ses attributions;

3° le « comité » : le comité de sélection visé à l'article 7 du décret.

Art. 2. Le Ministre peut, aux conditions du décret et du présent arrêté et dans la limite des crédits budgétaires disponibles, octroyer un incitant financier aux bénéficiaires visant à favoriser et soutenir leur passage vers le statut d'indépendant à titre principal.

CHAPITRE II. — *Bénéficiaires*

Art. 3. § 1^{er}. Le montant des revenus annuels visé à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, e), du décret ne peut dépasser 23.000 euros.

Par revenus annuels, il y a lieu d'entendre les revenus professionnels bruts tels que définis à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants et tels qu'issus de l'activité exercée en tant qu'indépendant à titre complémentaire durant l'exercice fiscal précédent l'introduction de la demande de l'incitant financier.

Le montant visé à l'alinéa 1^{er} ne prend pas en compte les aides publiques que l'indépendant a obtenues avant l'introduction de la demande d'incitant financier, à savoir toute contribution, prix, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, octroyées par une autorité publique en vue de favoriser et de soutenir l'activité professionnelle indépendante.

§ 2. Les personnes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, du décret, obtiennent et produisent :

1^o soit un diplôme ou une attestation, délivré(e) par l'enseignement des Classes moyennes, d'une formation de chef d'entreprise ou d'une formation relative aux connaissances de gestion de base dont le programme est visé à l'article 6 de l'arrêté royal du 21 octobre 1998 portant exécution du Chapitre 1^{er} du Titre II de la loi-programme du 10 février 1998 pour la promotion de l'entreprise indépendante, et comportant un minimum de 120 heures de formation; ce diplôme ou cette attestation doit être obtenu(e) dans les cinq ans précédant l'introduction de la demande de l'incitant financier;

2^o soit une attestation de la finalisation d'un processus d'accompagnement auprès d'une structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi agréée en vertu du décret du 15 juillet 2008 relatif aux structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi; l'ensemble des structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi constitue la liste établie par le Gouvernement en application de l'article 3, 2^o, b), du décret. L'attestation, prise par le comité de validation de la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi agréée, mentionne que le demandeur dispose d'un projet d'autocréation d'emploi en vue d'une installation en tant qu'indépendant à titre principal et qu'il démontre la viabilité et la faisabilité de son projet, notamment au travers d'un plan de démarrage opérationnel accompagné d'une estimation budgétaire des besoins en investissements et des connaissances nécessaires à la mise en œuvre de son activité indépendante. Cette attestation doit être obtenue dans les cinq ans précédant l'introduction de la demande de l'incitant.

§ 3. La personne visée par l'article 3, alinéa 6, du décret peut solliciter l'incitant financier si les conditions visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o, a) à c), du décret sont respectées lors de la seconde installation en tant qu'indépendant à titre principal, sous réserve de l'application de l'article 3, alinéa 2, du décret. Le diplôme ou l'attestation visés au § 2 doivent être obtenus dans les dix ans précédant l'introduction de la demande d'incitant financier.

Le délai de deux ans minimum et de cinq ans maximum est calculé à partir de la fin attestée de la première installation jusqu'au premier jour de la seconde installation officielle en tant qu'indépendant à titre principal.

Les démarches ou les actions visées par le décret doivent permettre de compléter ou d'approfondir :

1^o les connaissances de gestion de base liées au statut d'indépendant, notamment en termes de gestion commerciale, création d'activités, comptabilité, fiscalité, ou aspects juridiques;

2^o pour autant que ces compétences de gestion de base visées au 1^o soient acquises et attestées, les compétences plus spécifiques liées au secteur ou à la branche d'activité dans laquelle l'indépendant souhaite s'installer.

Ces démarches et actions doivent se concrétiser par une ou plusieurs attestations délivrée(s) par des opérateurs de formations ou d'enseignement agréés, subventionnés ou organisés par les pouvoirs publics prouvant l'accompagnement personnalisé dans l'élaboration du projet de l'indépendant ou l'approfondissement des connaissances de gestion de base ou des compétences plus spécifiques liées au secteur ou à la branche d'activité, lui permettant de remédier aux difficultés qui ont contribué à la fin de la première installation à titre principal.

§ 4. Parmi les personnes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret sont considérés comme prioritaires en application de l'article 3, alinéa 4, du décret :

- les bénéficiaires dont l'activité indépendante répond à la mise en œuvre de politiques sectorielles visées par la Déclaration de politique régionale;
- les bénéficiaires dont l'activité indépendante relève d'un secteur à plus-value environnementale;
- les bénéficiaires dont l'activité indépendante relève d'un secteur à plus-value sociale, notamment l'accueil de l'enfance;
- les bénéficiaires dont le projet en tant qu'indépendant consiste en la reprise d'une activité professionnelle exercée antérieurement par un autre indépendant;
- les bénéficiaires qui sont âgés de moins de 30 ans;
- les bénéficiaires qui sont âgés de 50 ans et plus.

CHAPITRE III. — *Demande de l'incitant financier*

Art. 4. § 1^{er}. La demande visée à l'article 5, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du décret comprend au minimum les éléments suivants :

1^o l'identification complète du demandeur, en ce compris le domicile ou le siège social en tant qu'indépendant à titre principal; en application de l'article 3, alinéa 2, du décret, le demandeur joint une déclaration sur l'honneur, datée et signée, dont le modèle est fixé par le Ministre, de son intention de s'y domicilier ou d'y avoir son siège social;

2^o un extrait de casier judiciaire;

3^o la preuve du respect des dispositions légales et réglementaires fixant les conditions d'accès à la profession concernée, ainsi que celles fixant la protection du titre professionnel et l'exercice des professions intellectuelles prestataires de services;

4^o l'attestation de son affiliation en tant qu'indépendant à titre principal à une caisse d'assurances sociales agréée pour les travailleurs indépendants, sous réserve de l'application de l'article 3, alinéa 2, du décret; en outre, s'il s'agit d'une personne visée à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, l'attestation de son affiliation en tant qu'indépendant à titre complémentaire depuis au moins trois ans à une caisse d'assurances sociales agréée pour les travailleurs indépendants;

5^o une description précise de l'activité d'indépendant à exercer à titre principal démontrant la volonté de s'inscrire durablement dans le projet et permettant l'appréciation des critères de sélection visés à l'article 6 du décret;

6° pour les personnes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1°, du décret, un avertissement-extrait de rôle émanant du Service public fédéral des Finances pour le dernier exercice d'imposition disponible, ainsi que le numéro de compte bancaire;

7° pour les personnes visées à l'article 3, alinéa 1^{er}, 2°, du décret, la copie du diplôme ou de l'attestation délivrée par l'enseignement des Classes moyennes ou de l'attestation de la finalisation d'un processus d'accompagnement délivrée par la structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi, dans le respect des conditions visées à l'article 3, § 2, du présent arrêté; en outre, pour les personnes visées à l'article 3, alinéa 6, du décret, les raisons de la fin de la première installation en tant qu'indépendant à titre principal et l'attestation des caisses d'assurances sociales datant la fin de la première installation en tant qu'indépendant à titre principal, ainsi qu'une ou plusieurs attestations d'opérateurs de formations ou d'enseignement agréés, subventionnés ou organisés par les pouvoirs publics telles que visées à l'article 3, § 3, alinéa 4, du présent arrêté;

8° une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le demandeur, dont le modèle est fixé par le Ministre, précisant qu'il s'engage à ne pas bénéficier de revenus professionnels, d'allocations de chômage, d'allocations d'attente, de revenus d'intégration ou de l'aide sociale financière, sans préjudice de l'application de l'article 3, alinéa 2, du décret et de l'article 3, § 3, du présent arrêté;

9° une déclaration sur l'honneur datée et signée par le demandeur, dont le modèle est fixé par le Ministre, précisant que le demandeur ne dépasse par le montant total des aides de minimis avec le cumul des autres aides publiques octroyées par ailleurs, conformément à l'article 3, point 3, du Règlement CE n° 1998/2006 de la Commission du 15 décembre 2006 concernant l'application des articles 87 et 88 du Traité aux aides de minimis.

§ 2. En application de l'article 3, alinéa 4, du décret, et de l'article 3, § 4, de l'arrêté, la personne bénéficiant d'une priorité peut s'en prévaloir en produisant tout document attestant de son appartenance à un secteur ou à un public prioritaires.

CHAPITRE IV. — Procédure

Art. 5. Le demandeur adresse à l'Office sa demande, en ce compris l'ensemble des éléments visés à l'article 4 de l'arrêté, par tout moyen conférant date certaine à l'envoi et à la réception, au moyen d'un formulaire dont le modèle est déterminé par le Ministre et selon les modalités qu'il détermine.

L'Office vérifie le caractère complet de la demande au regard des documents requis en vertu de l'article 4 du présent arrêté.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque la demande est complète, l'Office en accuse réception dans les quinze jours de la réception de la demande.

Si la demande est incomplète, l'Office en avise dans le même délai le demandeur qui dispose d'un délai de quinze jours pour transmettre les documents ou informations demandées. A défaut, l'Office informe le demandeur qu'il classe sa demande sans suite. Le demandeur peut, sur demande motivée, solliciter une prolongation de dix jours pour fournir les documents complémentaires.

§ 2. Lorsque la demande est complète, l'Office vérifie la recevabilité de celle-ci.

Pour être déclarée recevable, la demande doit :

1° s'inscrire dans l'objectif d'autocréation d'emploi visé à l'article 2, alinéa 2, du décret;

2° répondre aux conditions d'accès à l'incitant financier définies à l'article 3, alinéa 1^{er}, du décret et aux conditions fixées à l'article 3 du présent arrêté;

3° ne pas être dans une des hypothèses d'exclusion visées à l'article 4 du décret.

En cas d'irrecevabilité, l'Office en informe le demandeur dans un délai de vingt jours à dater de l'accusé de réception et classe la demande sans suite.

Passé un délai de vingt jours à dater de l'accusé de réception de la demande et à défaut de déclaration de recevabilité ou d'irrecevabilité, la demande est considérée comme recevable, sous réserve d'un contrôle de recevabilité exercé par le comité au moment de l'analyse de la demande conformément à l'article 7.

§ 3. Lorsque la demande est déclarée recevable, l'Office instruit la demande et dans un délai de trente jours à dater de la déclaration de recevabilité ou de la fin du délai visé à l'alinéa précédent, rédige un avis technique au regard des critères de sélection visés à l'article 6 du décret. L'ensemble du dossier est transmis au comité dans le même délai.

Art. 7. Dans les quarante jours de la réception de l'ensemble du dossier transmis par l'Office au comité, celui-ci attribue, pour chaque demande, un avis favorable ou défavorable au regard des critères de sélection visés à l'article 6 du décret et émet une proposition motivée de classement des demandes jugées favorables. Passé ce délai et à défaut d'avis, l'ensemble du dossier est transmis au Ministre.

Le comité se réserve toutefois la faculté de prolonger le délai d'analyse de la demande par un délai de quinze jours supplémentaire lorsque le nombre de demandes soumises à l'examen du comité dépasse celui fixé dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 8. Le Ministre prend, dans la limite des crédits budgétaires disponibles, une décision motivée d'octroi ou de refus dans un délai de vingt jours à dater de la saisine par le comité sur la base de l'ensemble du dossier qui lui est transmis.

A défaut d'avis du comité, le Ministre peut soit octroyer ou refuser la demande conformément à l'alinéa 1^{er}, soit renvoyer l'analyse du dossier au comité. Dans ce dernier cas, au plus tard dans les soixante jours de sa saisine, le comité remet son avis et l'envoie au Ministre qui décide conformément à l'alinéa 1^{er}.

A défaut de décision du Ministre dans ce délai de vingt jours, l'avis du comité est confirmé et dans le cas d'un avis favorable, l'incitant est octroyé, sous réserve des crédits budgétaires disponibles. Dans l'hypothèse où le comité de sélection n'a pas rendu son avis, le dossier est renvoyé pour analyse au comité qui remet son avis au plus tard dans les soixante jours de sa saisine et l'envoie au Ministre qui décide conformément à l'alinéa 1^{er}.

L'Office est chargé, dans un délai de maximum quinze jours à dater de la réception de la décision ministérielle, de notifier cette décision au demandeur par tout moyen conférant date certaine.

CHAPITRE V. — Liquidation

Art. 9. § 1^{er}. La première tranche de l'incitant financier est liquidée par l'Office avant la fin du quatrième mois suivant la décision d'octroi de l'incitant financier, après vérification des conditions fixées à l'article 3, alinéa 2, du décret.

§ 2. Le bénéficiaire qui souhaite solliciter la deuxième tranche de l'incitant financier, adresse à l'Office, avant le début du sixième mois à dater de la décision d'octroi, les documents visés à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er}, du décret.

Le modèle de la déclaration sur l'honneur visée à l'article 8, § 3, du décret est établi par le Ministre.

En cas de documents manquants ou incomplets, l'Office en informe, sans délai, le demandeur. Ce dernier dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de l'Office pour transmettre les documents ou les éléments sollicités. A défaut, la deuxième tranche de l'incitant financier n'est pas liquidée.

Lorsque les documents visés à l'article 8, § 3, alinéa 1^{er} du décret sont transmis dans les délais et considérés comme complets par l'Office, ce dernier effectue le versement de la deuxième tranche de l'incitant financier au plus tard avant le début du douzième mois à dater de la décision d'octroi.

§ 3. Le bénéficiaire qui souhaite solliciter la troisième tranche de l'incitant financier adresse à l'Office, avant le début du douzième mois à dater de la décision d'octroi, un rapport contenant les documents visés à l'article 8, § 4, alinéa 1^{er}, du décret.

En ce qui concerne les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret, le développement de l'activité professionnelle doit se traduire par une augmentation de minimum 5 % du chiffre d'affaires pour les six premiers mois d'activité en tant qu'indépendant à titre principal, hormis la prise en compte de la tranche déjà liquidée de l'incitant financier. Le bénéficiaire envoie à l'Office une attestation sur l'honneur de l'augmentation de son chiffre d'affaires de minimum 5 %, étayée de tout élément probant, tels les comptes de résultats, les bilans provisoires ou définitifs, les déclarations trimestrielles T.V.A., les facturiers d'entrée et de sortie, etc.

En outre, pour continuer à bénéficier de l'intervention financière publique, les revenus annuels bruts tels que définis à l'article 11, § 2, de l'arrêté royal n° 38 du 27 juillet 1967 organisant le statut social des travailleurs indépendants, estimés pour la première année en tant qu'indépendant à titre principal, doivent être inférieurs au montant de 45.000 euros. Pour vérifier ce montant, le bénéficiaire envoie à l'Office le bilan provisoire ou définitif de l'activité.

Le modèle du rapport visé à l'article 8, § 4, du décret est établi par l'Office.

En cas de rapport incomplet, l'Office en informe, sans délai, le demandeur, qui dispose d'un délai de quinze jours à dater de la réception de la demande de l'Office pour transmettre les documents ou les éléments sollicités. A défaut, la troisième tranche de l'incitant financier n'est pas liquidée.

Lorsque le rapport visé à l'article 8, § 4, alinéa 1^{er}, du décret est transmis dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, et considéré comme complet, l'Office remet une appréciation positive ou négative.

En cas d'appréciation positive de l'Office, celui-ci effectue le versement de la troisième tranche de l'incitant financier au plus tard avant le début du dix-huitième mois à dater de la décision d'octroi.

En cas d'appréciation négative de l'Office, celui-ci envoie le dossier au comité conformément à l'article 8, § 4, du décret.

§ 4. Le bénéficiaire qui souhaite solliciter la quatrième tranche de l'incitant financier, adresse à l'Office, avant le début du dix-huitième mois à dater de la décision d'octroi, le rapport visé à l'article 8, § 4, alinéa 1^{er}, du décret et en actualise les éléments constitutifs. La procédure d'octroi ou de refus de la liquidation de l'incitant est identique à celle visée à l'article 8, § 4, du décret et à l'article 9, § 3, du présent arrêté.

En ce qui concerne les bénéficiaires visés à l'article 3, alinéa 1^{er}, 1^o, du décret le développement de l'activité professionnelle se traduit effectivement par une augmentation effective de minimum 10 % du chiffre d'affaires démontrée par l'indépendant pour les douze premiers mois d'activité en tant qu'indépendant à titre principal, hormis la prise en compte des tranches déjà liquidées de l'incitant financier. Le bénéficiaire envoie à l'Office tout élément probant permettant d'attester cette augmentation du chiffre d'affaires, tels l'avertissement extrait de rôle, les comptes de résultats, les bilans provisoires ou définitifs, les déclarations trimestrielles T.V.A., les facturiers d'entrée et de sortie, etc.

§ 5. Lorsqu'une personne bénéficie, parallèlement à l'incitant financier, d'un complément de reprise de travail délivré par l'ONEm, en application des articles 129^{ter} et 129^{quater} de l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, le montant de ce complément de revenus est déduit, pour chaque mois concerné, du montant de l'incitant financier au moment de la liquidation de celui-ci.

§ 6. Le tableau de bord visé à l'article 8, § 7, du décret dressé par l'Office et reprenant le résumé des décisions ministérielles est transmis mensuellement au comité.

CHAPITRE VI. — *Comité de sélection*

Art 10. § 1^{er}. Le comité se compose d'autant de suppléants qu'il y a d'effectifs; les suppléants ne siègent qu'en l'absence des membres effectifs qu'ils remplacent. Seuls les membres siégeant ont une voix délibérative.

§ 2. Sous réserve de dispositions particulières relatives aux règles de délibération prévues dans le règlement d'ordre intérieur, le quorum de présence est fixé à la moitié des membres et le quorum de vote est fixé à la majorité des membres présents.

Toute personne qui a un intérêt direct ou indirect, patrimonial ou personnel, dans l'objet d'une délibération, ne peut délibérer.

§ 3. Est réputé démissionnaire, le membre :

1^o qui a été absent de manière non justifiée à plus de trois réunions consécutives auxquelles il a été régulièrement convoqué;

2^o qui a été absent sans raison médicale à plus de la moitié des réunions tenues au cours des douze derniers mois auxquelles il a été régulièrement convoqué;

3^o qui ne respecte pas le caractère confidentiel des délibérations ou des documents, lorsqu'un tel caractère confidentiel est reconnu conformément aux dispositions de nature légale ou réglementaire, en ce compris celles qui résultent du règlement d'ordre intérieur;

4^o qui perd la qualité pour laquelle il était membre du comité;

5^o qui marque une hostilité manifeste et est condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, ou est membre d'un organisme, d'une association, d'un groupe qui marque une hostilité manifeste et qui a été condamné, en vertu d'une décision de justice coulée en force de chose jugée, vis-à-vis des principes de la démocratie tels qu'énoncés notamment par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, par les Protocoles additionnels à cette Convention en vigueur en Belgique, par la Constitution, par la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme et la xénophobie ou par la loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national socialiste allemand pendant la seconde guerre mondiale ou tout autre forme de génocide, par le décret de la Région wallonne du 6 novembre 2008 relatif à la lutte contre certaines formes de discrimination.

Cette interdiction cesse dix années après la décision de justice précitée, s'il peut être établi que la personne ou l'organisme, l'association ou le groupe a publiquement renoncé à son hostilité vis-à-vis des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

Cette interdiction cesse un an après la décision de justice précitée, si la personne a démissionné de l'organisme, de l'association, du groupe en raison de et immédiatement après la condamnation de cette dernière pour non-respect des principes démocratiques énoncés notamment par les dispositions visées ci-dessus.

§ 4. Le Ministre approuve le règlement d'ordre intérieur du comité. Ce règlement contient au minimum :

- la procédure de convocation des réunions et de rédaction des procès-verbaux;
- le siège et le lieu des réunions;
- les règles relatives à la participation d'experts extérieurs;
- la manière de contribuer à l'évaluation de la mise en œuvre du décret effectuée par l'Office.

§ 5. Le mandat des membres est exercé à titre gratuit, hormis les indemnités pour frais de parcours et de déplacement des experts qui sont à charge de l'Office et dont le montant est déterminé en vertu du Livre IV, du titre II de l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne.

CHAPITRE VII. — *Contrôle et sanction*

Art. 11. Dans les cas visés à l'article 9 du décret, le Ministre peut décider de suspendre tout ou partie de l'incitant financier pendant un délai permettant à la personne de se conformer aux obligations non rencontrées, de refuser la liquidation du ou des versements de l'incitant financier ou de requérir le remboursement de tout ou partie de celui-ci et des frais y afférents, sur la base de renseignements fournis par l'Office ou par les inspecteurs chargés de la surveillance et du contrôle conformément à l'article 10, alinéa 2, du décret.

Au préalable, l'Office adresse à la personne concernée un avertissement par lettre recommandée l'invitant à faire part de ses observations dans un délai de quinze jours à dater de la réception de la lettre recommandée.

A sa demande, la personne concernée peut être entendue par le comité dans un délai de trente jours à dater de la demande.

La décision du Ministre de suspendre, de refuser de liquider ou de rembourser est notifiée à la personne concernée et à l'Office.

Lorsque le remboursement total ou partiel de l'incitant financier est décidé, celui-ci est proportionnel aux infractions constatées. L'Office est chargé de récupérer les sommes indûment versées par toutes voies de droit.

Art. 12. Le Ministre veille au contrôle de la mise en application du présent arrêté, notamment en ce qui concerne la réception des déclarations sur l'honneur pour le respect de la règle d'aide de minimis et l'obligation faite au bénéficiaire d'informer l'Office de toute intervention publique reçue ultérieurement à la date d'octroi de l'incitant financier.

CHAPITRE VIII. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 13. Les délais de procédure et de liquidation fixés dans le décret et le présent arrêté sont suspendus du 16 juillet au 15 août et les jours fériés ne sont pas comptabilisés dans les délais.

Le jour de la réception de l'acte, qui est le point de départ d'un délai, n'y est pas inclus.

Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

Art. 14. Entrent en vigueur dix jours après la publication du présent arrêté au *Moniteur belge* :

1° le décret du 27 octobre 2011 relatif au soutien à la création d'emploi en favorisant les transitions professionnelles vers le statut d'indépendant à titre principal;

2° le présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre de l'Emploi est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 3 mai 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Emploi, de la Formation et des Sports,
A. ANTOINE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 1481

[2012/202797]

3 MEI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot uitvoering van het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 14 november 2011;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 24 november 2011;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de "Office wallon de la Formation professionnelle et de l'Emploi" (Waalse Dienst voor Beroepsopleiding en Arbeidsbemiddeling), gegeven op 24 januari 2012;

Gelet op het advies van de "Conseil économique et social de la Région wallonne" (Sociaal-economische raad van het Waalse Gewest), gegeven op 26 januari 2012;

Gelet op het advies nr. 51.065/2 van de Raad van State, gegeven op 4 april 2012, overeenkomstig artikel 84, § 1, lid 1, 1°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Algemeen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet wordt verstaan onder :

1° het decreet : het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsvergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

2° de Minister : de Minister van Tewerkstelling;

3° het « comité » : het Selectiecomité bedoeld in artikel 7 van het decreet.

Art. 2. De Minister kan tegen de voorwaarden van het decreet en dit besluit en binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten een financiële incentive verlenen aan de gerechtigden en hun overschakeling naar het statuut van zelfstandige in hoofdberoep ondersteunen.

HOOFDSTUK II. — *Gerechtigden*

Art. 3. § 1. Het bedrag van het jaarinkomen bedoeld in artikel 3, lid 1, 1°, e) van het decreet mag 23.000 euro niet overschrijden.

Onder jaarinkomen wordt het bruto-beroepsinkomen bedoeld zoals bepaald in artikel 11, § 2, van koninklijk besluit nr. 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen en zoals voortvloeiend uit de activiteit uitgeoefend als zelfstandige onder de aanvullende regeling gedurende het belastingjaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag voor de financiële incentive.

Het bedrag bedoeld in lid 1 houdt geen rekening met de overheidssteun die de zelfstandige verkregen heeft voor de indiening van de aanvraag voor een financiële incentive, namelijk elke bijdrage, prijs, steun of tegemoetkoming, onder welke vorm of benaming ook, verleend door een overheid met het oog op de begunstiging en de ondersteuning van een zelfstandige beroepsactiviteit.

§ 2. De personen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet behalen en leggen voor :

1° ofwel een diploma of getuigschrift, verstrekt door het onderwijs van de Middenstand, voor een opleiding tot bedrijfsleider of een opleiding met betrekking tot de basiskennis inzake beheer waarvan het programma beoogd is in artikel 6 van het koninklijk besluit van 21 oktober 1998 ter uitvoering van Hoofdstuk I van Titel II van de programmawet van 10 februari 1998 tot bevordering van het zelfstandig ondernemerschap, met een minimum van 120 opleidingsuren; dat diploma of dat getuigschrift moeten binnen de vijf jaar voor de indiening van de aanvraag voor een financiële incentive verkregen zijn;

2° ofwel een attest van de finalisatie van een begeleidingsproces bij een "structure d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuur voor de creatie van een eigen baan) erkend krachtens het decreet van 15 juli 2008 betreffende de "structures d'accompagnement à l'autocréation d'emploi" (begeleidingsstructuren voor zelftewerkstelling); de gezamenlijke begeleidingsstructuren voor de creatie van een eigen baan vormen de lijst opgemaakt door de Regering overeenkomstig artikel 3, 2°, b) van het decreet. Het attest, opgemaakt door het valideringscomité van de erkende begeleidingsstructuur voor de creatie van een eigen baan vermeldt dat de aanvrager over een project voor de creatie van een eigen baan beschikt met het oog op de vestiging als zelfstandige in hoofdactiviteit en dat hij de leef- en haalbaarheid van zijn project aantoonst, met name via een operationeel opstartplan met een begrotingsraming van de investerings- en kennisbehoeften die nodig zijn voor de uitvoering van zijn zelfstandigenactiviteit. Dat attest moet verkregen zijn binnen de vijf jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag van de incentive.

§ 3. De persoon bedoeld in artikel 3, lid 6, van het decreet kan om de financiële incentive verzoeken indien de voorwaarden bedoeld in artikel 3, lid 1, 2°, a) tot c), van het decreet nageleefd worden bij de tweede vestiging als zelfstandige in hoofdactiviteit, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 3, lid 2, van het decreet. Het diploma of het getuigschrift bedoeld in § 2 moeten verkregen zijn binnen de tien jaar voorafgaand aan de indiening van de aanvraag voor een financiële incentive.

De termijn van minstens twee jaar en hoogstens vijf jaar wordt berekend vanaf de aangetoonde beëindiging van de eerste vestiging tot aan de eerste dag van de tweede officiële installatie als zelfstandige in hoofdberoep.

De stappen of de acties bedoeld bij het decreet moeten de aanvulling of uitdieping mogelijk maken van :

1° de basiskennis inzake beheer in verband met het statuut van zelfstandige, met name in termen van commercieel beheer, creatie van activiteiten, boekhouding, fiscaliteit of juridische aspecten;

2° voor zover die basisvaardigheden inzake beheer bedoeld onder 1° vaststaan en aangetoond zijn, de specifiekere vaardigheden in verband met de sector of de bedrijfstak waarin de zelfstandige zijn activiteit wil opnemen.

Die stappen en acties moeten concreet worden gemaakt aan de hand van één of meerdere attesten verstrekt door erkende opleidings- of onderwijsverstrekkers, gesubsidieerd of ingericht door de overheid, waarmee de gepersonaliseerde begeleiding in de uitwerking van het zelfstandigenproject of de uitdieping van de basiskennis inzake beheer of de specifiekere vaardigheden in verband met de sector of de bedrijfstak aangetoond worden waarmee hij de moeilijkheden kan helpen overwinnen die mee aan de basis lagen van de beëindiging van de eerste vestiging als zelfstandige in hoofdberoep.

§ 4. Overeenkomstig artikel 3, vierde lid, van het decreet worden de volgende personen als prioritair beschouwd onder de in artikel 3, eerste lid, 1 van het decreet bedoelde personen :

- de gerechtigden wier activiteit als zelfstandige aan de uitvoering van het sectoraal beleid bedoeld in de gewestelijke beleidsverklaring voldoet;

- de gerechtigden wier activiteit als zelfstandige onder onder een sector valt met een meerwaarde inzake leefmilieu;

- de gerechtigden wier activiteit als zelfstandige onder onder een sector valt met een maatschappelijke meerwaarde, kinderopvang met name;

- de gerechtigden waarvan het project als zelfstandige uit de overname bestaat van een beroepsactiviteit die tevoren door een andere zelfstandige werd uitgeoefend;

- de gerechtigden die 30 jaar oud of meer zijn;

- de gerechtigden die 50 jaar oud of meer zijn.

HOOFDSTUK III. — *Aanvraag voor een financiële incentive*

Art. 4. § 1. De in artikel 5, § 1, eerste lid, van het decreet bedoelde aanvraag omvat minstens de volgende elementen :

1° de volledige identificatie van de aanvrager, met inbegrip van de woonplaats of de bedrijfszetel als zelfstandige in hoofdberoep; overeenkomstig artikel 3, tweede lid, van het decreet, voegt de aanvrager een gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord, waarvan het model door de Minister wordt bepaald en waarin hij gewag maakt van zijn voornemen om daar zijn woonplaats of zijn bedrijfszetel te hebben;

2° een uittreksel uit het strafregister;

3° het bewijs van de naleving van de wettelijke en reglementaire bepalingen tot vastlegging van de voorwaarden voor de toegang tot bedoeld beroep alsmede die tot reglementering van de bescherming van de beroepstitel en van de uitoefening van de dienstverlenende intellectuele beroepen;

4° het bewijs dat hij in de hoedanigheid van zelfstandige in hoofdberoep bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten is, onder voorbehoud van de toepassing van artikel 3, tweede lid, van het decreet; als het bovendien gaat om een persoon bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1° van het decreet, het bewijs en dat hij in de hoedanigheid van zelfstandige onder de aanvullende regeling sinds minstens drie jaar bij een erkende sociale verzekeringskas voor zelfstandige werknemers aangesloten is;

5° een precieze beschrijving van de activiteit van zelfstandige in hoofdberoep, waarin de wil om op duurzame wijze in het project te kaderen wordt bewezen, en waarmee de beoordeling van de in artikel 6 van het decreet bedoelde selectiecriteria mogelijk wordt gemaakt;

6° voor de personen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 1°, van het decreet, een aanslagbiljet van de Federale Overheidsdienst Financiën voor het laatste beschikbare belastingjaar alsmede het nummer van de bankrekening;

7° voor de personen bedoeld in artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet, het afschrift van het diploma of het attest afgeleverd door het Middenstandsonderwijs of van het attest van de finalisatie van een begeleidingsproces afgeleverd door de begeleidingsstructuur voor de creatie van een eigen baan, met inachtneming van de voorwaarden bedoeld in artikel 3, § 2, van dit besluit; bovendien voor de personen bedoeld in artikel 3, zesde lid, van het decreet, de redenen van de beëindiging van de eerste vestiging als zelfstandige in hoofdberoep en het attest van de sociale verzekeringskas die dateert van de beëindiging van de eerste vestiging als zelfstandige in hoofdberoep alsmede één of meer attesten van opleidings- of onderwijsoperatoren die erkend, gesubsidieerd of georganiseerd zijn door de openbare overheid zoals bedoeld in artikel 3, § 3, vierde lid, van dit besluit;

8° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord, waarvan het model door de Minister wordt bepaald en waarin hij gewag maakt van zijn voornemen om niet in aanmerking te komen voor beroepsinkomens, werkloosheidsuitkeringen, wachttuitkeringen, leefloon, of de financiële sociale hulp onverminderd de toepassing van artikel 3, tweede lid, van het decreet en artikel 3, § 3, van dit besluit;

9° een door de aanvrager gedateerde en ondertekende verklaring op erewoord, waarvan het model door de Minister wordt vastgesteld en waarin wordt bepaald dat de aanvrager het totaal bedrag van de de-minimissteun met de cumulatie van de andere toegekende openbare steun niet overschrijdt, overeenkomstig artikel 3, punt 3, van Verordening EG nr. 1998/2006 van 15 december 2006 betreffende de toepassing van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag op de de-minimissteun.

§ 2. Overeenkomstig artikel 3, vierde lid, van het decreet en van artikel 3, § 4, van het besluit, kan de persoon die een voorrang geniet, daarvan voordeel trekken door het voorleggen van elk document waaruit blijkt dat hij deel uitmaakt van een prioritaire sector of doelgroep.

HOOFDSTUK IV. — *Procedure*

Art. 5. De aanvrager dient zijn aanvraag, met inbegrip van het geheel van de in artikel 4 van het besluit bedoelde elementen, door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen, bij de Dienst in aan de hand van een formulier waarvan het model door de Minister wordt bepaald en volgens de door hem bepaalde modaliteiten.

De Dienst gaat na of de aanvraag volledig is ten opzichte van de krachtens artikel 4 van dit besluit vereiste documenten.

Art. 6. § 1. Wanneer de aanvraag volledig is, bericht de Dienst er ontvangst van binnen vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag.

Indien de aanvraag onvolledig is, verwittigt de Dienst binnen dezelfde termijn de aanvrager, die over een termijn van vijftien dagen beschikt om de aanvullende stukken en gegevens over te maken. Zoniet verwittigt de Dienst de aanvrager dat hij geen gevolg geeft aan zijn aanvraag. De aanvrager mag op een met redenen omkleed verzoek een verlenging met tien dagen vragen om de aanvullende stukken en gegevens te verstrekken.

§ 2. Wanneer de aanvraag volledig is, gaat de Dienst na of ze ontvankelijk is.

Om ontvankelijk verklaard te worden, moet de aanvraag :

1° in het kader van de doelstelling voor zelftewerkstelling bedoeld in artikel 2, tweede lid, van het decreet passen;

2° voldoen aan de voorwaarden voor de toegang tot de financiële incentive, bedoeld in artikel 3, eerste lid, van het decreet, en aan de in artikel 3 van dit besluit bedoelde voorwaarden;

3° niet in één van de uitsluitingsgevallen bedoeld in artikel 4 van het decreet verkeren.

Indien de aanvraag niet ontvankelijk is, verwittigt de Dienst de aanvrager binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van het bericht van ontvangst en geeft hij geen gevolg aan de aanvraag.

Na afloop van een termijn van twintig dagen na ontvangst van de aanvraag en bij gebrek aan een verklaring van ontvankelijkheid of niet-ontvankelijkheid wordt de aanvraag als ontvankelijk beschouwd onder voorbehoud van een ontvankelijkheidscontrole uitgeoefend door het comité op het moment waarop de aanvraag overeenkomstig artikel 7 wordt geanalyseerd.

§ 3. Wanneer de aanvraag ontvankelijk wordt verklaard, behandelt de Dienst de aanvraag en stelt hij binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de verklaring van ontvankelijkheid of van de afloop van de termijn bedoeld in het vorige lid een technisch advies ten opzichte van de in artikel 6 van het decreet bedoelde selectiecriteria op. Het geheel van het dossier wordt binnen dezelfde termijn aan het comité overgemaakt.

Art. 7. Binnen veertig dagen na ontvangst van het hele dossier overgemaakt door de Dienst aan het comité, kent dit comité voor elke aanvraag een al dan niet gunstig advies toe ten opzichte van de in artikel 6 van het decreet bedoelde selectiecriteria en stelt het een gemotiveerd indelingsvoorstel voor de als ontvankelijk beschouwde aanvragen voor. Na afloop van die termijn en bij gebrek aan advies wordt het hele dossier overgemaakt aan de Minister.

Het comité mag evenwel die termijn voor de behandeling van de aanvraag verlengen met een bijkomende termijn van vijftien dagen wanneer het aantal aanvragen die door het comité worden onderzocht, hoger is dan het in het huishoudelijk reglement bepaalde aantal.

Art. 8. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten neemt de Minister een gemotiveerde beslissing tot toekenning of weigering binnen een termijn van twintig dagen te rekenen van de aanhangigmaking door het comité op grond van het hele dossier dat hem is overgemaakt.

Bij gebrek aan advies van het comité kan de Minister de aanvraag ofwel toekennen of weigeren overeenkomstig het eerste lid, ofwel de analyse van het dossier toevertrouwen aan het comité. In dit laatste geval brengt het comité uiterlijk binnen zestig dagen na zijn aanhangigmaking zijn advies uit en stuurt het dit advies aan de Minister die overeenkomstig het eerste lid beslist.

Bij gebrek aan beslissing van de Minister binnen die termijn van twintig dagen wordt het advies van het comité bevestigd en in geval van een gunstig advies wordt de incentive onder voorbehoud van de beschikbare begrotingskredieten toegekend. In het geval waarin het selectiecomité geen advies heeft uitgebracht, wordt het dossier voor behandeling aan het comité overgemaakt dat zijn advies uiterlijk binnen zestig dagen na zijn aanhangigmaking uitbrengt en het aan de Minister stuurt die overeenkomstig het eerste lid beslist.

Binnen een termijn van maximum vijftien dagen na ontvangst van de ministeriële beslissing wordt de Dienst ermee belast die beslissing door elk ander middel waarbij de verzenddatum wordt bewezen, aan de aanvrager mede te delen.

HOOFDSTUK V. — *Uitbelating*

Art. 9. § 1. De eerste schijf van de financiële incentive wordt voor het einde van de vierde maand na de beslissing tot toekenning van de financiële incentive door de Dienst uitbetaald na verificatie van de in artikel 3, tweede lid, van het decreet bedoelde voorwaarden.

§ 2. De gerechtigde die de tweede schijf van de financiële incentive wenst aan te vragen, richt voor het begin van de zesde maand te rekenen van de beslissing tot toekenning de in artikel 8, § 3, eerste lid, van het decreet bedoelde documenten aan de Dienst.

Het model van de verklaring op erewoord bedoeld in artikel 8, § 3, van het decreet wordt door de Minister bepaald.

In geval van ontbrekende of onvolledige documenten verwittigt de Dienst onmiddellijk de aanvrager. Laatstgenoemde beschikt over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag van de Dienst om de aangevraagde documenten of elementen over te maken. Zo niet wordt de tweede schijf van de financiële incentive niet uitbetaald.

Wanneer de in artikel 8, § 3, eerste lid, van het decreet bedoelde documenten binnen de termijnen worden overgemaakt en door de Dienst als volledig worden beschouwd, gaat laatstgenoemde tot de storting van de tweede schijf van de financiële incentive over uiterlijk voor het begin van de twaalfde maand te rekenen van de toekenningsbeslissing.

§ 3. De gerechtigde die de derde schijf van de financiële incentive wenst aan te vragen, richt voor het begin van de twaalfde maand te rekenen van de toekenningsbeslissing de in artikel 8, § 4, eerste lid, van het decreet bedoelde documenten aan de Dienst.

Wat betreft de in artikel 3, eerste lid, 1^o, van het decreet bedoelde gerechtigden moet de ontwikkeling van de beroepsactiviteit overeenkomen met een effectieve verhoging met 5 % van het omzetcijfer voor de zes eerste maanden van de activiteit als zelfstandige in hoofdberoep, behalve de inachtneming van de reeds uitbetaalde schijf van de financiële incentive. De gerechtigde stuurt een attest op erewoord van de verhoging van zijn omzetcijfer met minimum 5 % aan de Dienst, die gesteund wordt door elk bewijsstuk, zoals de resultatenrekeningen, de voorlopige of definitieve balansen, de driemaandelijke btw-aangiften, de ingaande en uitgaande factuurboeken, enz.

Bovendien om de openbare tegemoetkoming te blijven genieten, moet het bruto-beroepsinkomen bedoeld zoals bepaald in artikel 11, § 2, van koninklijk besluit nr. n^o 38 van 27 juli 1967 houdende inrichting van het sociaal statuut der zelfstandigen dat voor het eerste jaar als zelfstandige in hoofdberoep geschat is, lager zijn dan 45.000 euro. Om dit bedrag te verifiëren stuurt de gerechtigde de voorlopige of definitieve balans van de activiteit aan de Dienst.

Het model van het in artikel 8, § 4, van het decreet bedoelde verslag wordt door de Dienst bepaald.

In geval van onvolledig verslag verwittigt de Dienst onmiddellijk de aanvrager die over een termijn van vijftien dagen na ontvangst van de aanvraag van de Dienst beschikt om de aangevraagde documenten of elementen over te maken. Zo niet wordt de derde schijf van de financiële incentive niet uitbetaald.

Wanneer het in artikel 8, § 4, eerste lid, van het decreet bedoelde verslag binnen de in het eerste lid bedoelde termijn wordt overgemaakt en als volledig wordt beschouwd, brengt de Dienst een positieve of negatieve beoordeling uit.

In geval van positieve beoordeling van de Dienst gaat laatstgenoemde tot de storting van de derde schijf van de financiële incentive over uiterlijk voor het begin van de achttiende maand te rekenen van de toekenningsbeslissing.

In geval van negatieve beoordeling van de Dienst richt hij het dossier aan het comité overeenkomstig artikel 8, § 4, van het decreet.

§ 4. De gerechtigde die de vierde schijf van de financiële incentive wenst aan te vragen, richt voor het begin van de achttiende maand te rekenen van de toekenningsbeslissing het in artikel 8, § 4, eerste lid, van het decreet bedoelde verslag aan de Dienst en werkt de bestanddelen ervan bij. De procedure voor de toekenning of de weigering van de uitbetaling van de incentive is dezelfde als die bedoeld in artikel 8, § 4, van het decreet en in artikel 9, § 3, van dit besluit.

Wat betreft de in artikel 3, eerste lid, 1^o van het decreet bedoelde gerechtigden, komt de ontwikkeling van de beroepsactiviteit daadwerkelijk overeen met een effectieve verhoging met minimum 10 % van het omzetcijfer bewezen door de zelfstandige voor de twaalf eerste maanden van de activiteit als zelfstandige in hoofdberoep, behalve de inachtneming van de reeds uitbetaalde schijven van de financiële incentive. De gerechtigde stuurt elk bewijsstuk van die verhoging van het omzetcijfer aan de Dienst, zoals het aanslagbiljet, de resultatenrekeningen, de voorlopige of definitieve balansen, de driemaandelijke btw-aangiften, de ingaande en uitgaande factuurboeken, enz.

§ 5. Wanneer een persoon naast de financiële incentive een door de "ONem" toegekend werkhervattingstoelag geniet, overeenkomstig de artikelen 129^{ter} en 129^{quater} van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wordt het bedrag van dit toeslag voor elke betrokken maand afgetrokken van het bedrag van de financiële incentive op het moment van de vereffening ervan.

§ 6. De in artikel 8, § 7, van het decreet bedoelde boardtabel dat door de Dienst is opgesteld en dat de samenvatting van de ministeriële beslissingen omvat, wordt maandelijks aan het comité overgemaakt.

HOOFDSTUK VI. — *Selectiecomité*

Art. 10. § 1. Het comité bestaat uit zoveel plaatsvervangende als gewone leden; de plaatsvervangende leden hebben slechts zitting wanneer de gewone leden die ze vervangen, afwezig zijn. Alleen de leden die zitting hebben, zijn stemgerechtigd.

§ 2. Onder voorbehoud van de bijzondere bepalingen betreffende de in het huishoudelijk reglement bepaalde beraadslagingsregels wordt het aanwezigheidsquorum bepaald op de helft van de leden en wordt het stemmingsquorum op de helft van de aanwezige leden vastgesteld.

Elke persoon die een rechtstreeks of onrechtstreeks, patrimoniaal of persoonlijk belang heeft over het onderwerp van een beraadslaging, mag niet beraadslagen.

§ 3. Als ontslagnemend wordt het lid beschouwd :

1° dat op niet-gerechtigde wijze afwezig is geweest op meer dan 3 opeenvolgende vergaderingen waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

2° dat zonder medische reden afwezig is geweest op meer dan de helft van de tijdens de twaalf laatste maanden georganiseerde vergaderingen, waarvoor het regelmatig is opgeroepen;

3° dat de vertrouwelijke aard van de beraadslagingen of van de documenten niet naleeft, wanneer een dergelijke vertrouwelijke aard erkend is overeenkomstig de wettelijke of reglementaire bepalingen, met inbegrip van de bepalingen van het huishoudelijk reglement;

4° dat de hoedanigheid waarvoor het lid van het comité was, verliest;

5° dat een vijandige houding heeft en veroordeeld is krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing of dat lid is van een organisme, een vereniging of een groep die een vijandige houding heeft en die veroordeeld is krachtens een in kracht van gewijsde getreden rechterlijke beslissing ten opzichte van de democratische principes zoals vermeld in het Verdrag tot bescherming van de rechten van de Mens en de fundamentele vrijheden, in de additionele protocollen bij dit Verdrag van kracht in België in de Grondwet, in de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden of in de wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de tweede wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd en in het decreet van het Waalse Gewest van 6 november 2008 ter bestrijding van bepaalde vormen van discriminatie.

Dit verbod houdt op tien jaar na de beslissing van bovenvermelde rechterlijke beslissing indien vastgesteld kan worden dat de persoon, het organisme, de vereniging of de groep publiekelijk afgezien heeft van zijn/haar vijandige houding tegen de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het vorige lid.

Het houdt op één jaar na bovenvermelde rechterlijke beslissing indien de persoon het organisme, de vereniging, de groep heeft verlaten wegens en onmiddellijk na zijn veroordeling voor niet-naleving van de democratische principes vermeld in de bepalingen bedoeld in het eerste lid.

§ 4. De Minister keurt het huishoudelijk reglement van het comité goed. Dat rapport bevat op zijn minst :

- de procedure voor de bijeenroeping van de vergaderingen en de opstelling van de notulen;
- de zetel en plaats van de vergaderingen;
- de regels betreffende de deelneming van externe deskundigen;
- de wijze waarop wordt bijgedragen tot de door de Dienst verrichte beoordeling van de uitvoering van het decreet.

§ 5. Behalve de verplaatsingskosten van de deskundigen die ten laste komen van de Dienst en waarvan het bedrag overeenkomstig Boek IV, titel II, van het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode bepaald wordt, wordt het mandaat van de leden gratis uitgeoefend.

HOOFDSTUK VII. — *Controle en sanctie*

Art. 11. In de gevallen bedoeld in artikel 9 van het decreet kan de Minister beslissen om een deel of het geheel van de financiële incentive te schorsen tijdens een termijn waarin de persoon zich aan de niet- vervulde verplichtingen kan aanpassen, de vereffening van de storting(en) van de financiële incentive kan weigeren of de terugbetaling van een deel of het geheel ervan en de desbetreffende kosten kan eisen, op grond van de inlichtingen verstrekt door de Dienst of door de inspecteurs belast met het toezicht en de controle overeenkomstig artikel 10, tweede lid, van het decreet.

De dienst richt eerst een aanmaning bij aangetekend schrijven aan de betrokken persoon, waarin hij erom wordt verzocht om zijn opmerkingen mede te delen binnen een termijn van vijftien dagen na ontvangst van het aangetekend schrijven.

Op zijn verzoek kan de betrokken persoon binnen een termijn van dertig dagen te rekenen van de aanvraag door het comité gehoord worden.

De beslissing van de Minister tot schorsing, tot weigering van de uitbetaling of tot terugbetaling wordt aan de betrokken persoon en aan de dienst medegedeeld.

Wanneer de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de financiële incentive beslist wordt, is ze evenredig met de vastgestelde overtredingen. De Dienst wordt ermee belast de onrechtmatig gestorte sommen met alle rechtsmiddelen terug te vorderen.

Art. 12. De Minister voert ook controle op de toepassing van dit besluit, met name wat betreft de ontvangst van de verklaringen op erewoord voor de naleving van de minimissteun en de verplichting voor de gerechtigde tot mededeling aan de Dienst van elke openbare tegemoetkoming ontvangen na de datum van toekenning van de financiële incentive.

HOOFDSTUK VIII. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 13. De in het decreet en in dit besluit bedoelde procedure- en uitbetalingstermijnen worden van 16 juli tot 15 augustus opgeschort en de verlofdagen worden in de termijnen niet geboekt.

De dag van ontvangst van de akte die het uitgangspunt van een termijn is, is niet inbegrepen.

De vervalddag is in deze termijn inbegrepen. Wanneer deze dag een zaterdag, een zondag of een wettelijk verlofdag is, wordt de vervalddatum uitgesteld tot de volgende werkdag.

Art. 14. Treden in werking tien dagen na de bekendmaking van dit besluit in het *Belgisch Staatsblad* :

1° het decreet van 27 oktober 2011 betreffende steunverlening voor banencreatie via de bevordering van beroepsovergang naar het statuut van zelfstandige als hoofdactiviteit;

2° dit besluit.

Art. 15. De Minister van Tewerkstelling is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 3 mei 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,

A. ANTOINE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 1482

[C – 2012/31271]

10 MEI 2012. — **Ordonnantie betreffende de afstemming van de milieuwetgeving op de Richtlijn 2008/99/EG inzake de bescherming van het milieu door middel van het strafrecht (1)**

Het Brusselse Hoofdstedelijke Parlement heeft aangenomen en Wij, Executieve, bekrachtigen, hetgeen volgt :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepaling*

Artikel 1. Onderhavige ordonnantie regelt een materie als bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

Ze zet de Richtlijn 2008/99/EG van het Europees Parlement en van de Raad van 19 november 2008 inzake de bescherming van het milieu door middel van het strafrecht gedeeltelijk om.

HOOFDSTUK 2. — *Wijzigingen van de sectorale wetgevingen inzake milieubescherming*

Afdeling 1. — Wijzigingen van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging

Art. 2. In artikel 41 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van de oppervlaktewateren tegen verontreiniging wordt de volgende paragraaf na paragraaf 1 ingelast :

« § 1^{bis}. De misdrijven opgesomd in paragraaf 1 worden gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en een geldboete van 250 tot 75.000 euro, of met één van die straffen alleen, wanneer het misdrijf opzettelijk werd gepleegd of voortvloeit uit een grove nalatigheid en betrekking heeft op het lozen, uitstoten of inbrengen van een hoeveelheid stoffen in de wateren beoogd in artikel 1 waardoor de dood van of ernstig letsel aan personen dan wel aanzienlijke schade aan de kwaliteit van de lucht, de bodem of het water of de fauna of flora wordt veroorzaakt dan wel dreigt te worden veroorzaakt. ».

Afdeling 2. — Wijzigingen van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater

Art. 3. In artikel 11 van de wet van 26 maart 1971 op de bescherming van het grondwater, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt als volgt vervangen : « Onverminderd de toepassing van de bij het Strafwetboek of bij andere wetten bepaalde straffen, wordt met een gevangenisstraf van acht dagen tot zes maanden en met een geldboete van zesentwintig tot vijfduizend frank, of met een van die straffen alleen gestraft, hij die de bepalingen van deze wet of de uitvoeringsbesluiten en -reglementen ervan overtreedt, en inzonderheid : »;

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met het volgend lid :

« De misdrijven opgesomd in paragraaf 1 worden gestraft met een gevangenisstraf van drie maanden tot drie jaar en een geldboete van 250 tot 75.000 euro of met één van die straffen alleen, wanneer het misdrijf opzettelijk werd gepleegd of voortvloeit uit een grove nalatigheid en betrekking heeft op het lozen, uitstoten of inbrengen van een hoeveelheid stoffen in de wateren beoogd in artikel 1 waardoor de dood van of ernstig letsel aan personen dan wel aanzienlijke schade aan

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 1482

[C – 2012/31271]

10 MAI 2012. — **Ordonnance relative à la mise en conformité de la législation environnementale avec la Directive 2008/99/CE relative à la protection de l'environnement par le droit pénal (1)**

Le Parlement de la Région de Bruxelles-Capitale a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Disposition générale*

Article 1^{er}. La présente ordonnance règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

Elle transpose partiellement la Directive 2008/99/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative à la protection de l'environnement par le droit pénal.

CHAPITRE 2. — *Modifications aux législations sectorielles relatives à la protection de l'environnement*

Section 1^{re}. — Modifications à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution

Art. 2. A l'article 41 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux de surface contre la pollution, le paragraphe suivant est inséré après le paragraphe 1^{er} :

« § 1^{er bis}. Les infractions énoncées au paragraphe 1^{er} sont punies d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 250 à 75.000 euros ou d'une de ces peines seulement lorsque l'infraction a été commise intentionnellement ou résulte d'une négligence grave et concerne le rejet, l'émission ou l'introduction d'une quantité de substances dans les eaux visées à l'article 1^{er}, causant ou susceptibles de causer la mort ou de graves lésions à des personnes, ou une dégradation substantielle de la qualité de l'air, de la qualité du sol, ou de la qualité de l'eau ou bien de la faune ou de la flore. ».

Section 2. — Modifications à la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines

Art. 3. A l'article 11 de la loi du 26 mars 1971 sur la protection des eaux souterraines, sont apportées les modifications suivantes :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots «, celui qui contrevient aux dispositions de la présente loi ou des arrêtés et règlements pris pour son exécution, et notamment » sont ajoutés après les mots « ou d'une de ces peines seulement »;

2° le paragraphe 2 est complété par l'alinéa suivant :

« Les infractions énoncées au paragraphe 1^{er} sont punies d'un emprisonnement de trois mois à trois ans et d'une amende de 250 à 75.000 euros ou d'une de ces peines seulement lorsque l'infraction a été commise intentionnellement ou résulte d'une négligence grave et concerne le rejet, l'émission ou l'introduction d'une quantité de substances dans les eaux visées à l'article 1^{er}, causant ou susceptibles de causer la mort ou de graves lésions à des personnes, ou une